



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

## COMMISSION INTERNATIONALE DU PEUPLIER

### Session extraordinaire

Rome, 6 février 2019

### NOTE SUR LE PROCESSUS DE RÉFORME DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DU PEUPLIER

1. La Commission internationale du peuplier (CIP) a été créée en 1947, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, par neuf pays européens à l'occasion de la «Semaine internationale du peuplier» organisée par le Gouvernement français. La culture du peuplier et du saule était alors considérée comme une priorité, en tant que contribution à la reconstruction des économies rurales et industrielles. La Commission compte maintenant 38 États membres et, conformément aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et aux objectifs stratégiques de la FAO, elle a pour ambition de promouvoir l'utilisation du peuplier et du saule dans les secteurs de l'agriculture et des forêts, à l'appui de l'utilisation durable des terres et du développement rural. Au cours de ses 70 ans d'existence, la CIP a mené des projets dans tous ses États membres et a mis au point un large éventail de pratiques forestières et agroforestières utiles.

2. La Commission est engagée depuis septembre 2012 dans un processus complet de réforme institutionnelle qui vise à élargir son action, sur le plan géographique, à de nouvelles régions et de nouveaux pays, et sur les plans biologique et technique, à de nouveaux genres et de nouvelles espèces à croissance rapide qui permettent eux aussi des utilisations industrielles et énergétiques et des applications environnementales. La réforme vise à: 1) transférer les enseignements tirés des expériences menées sur le peuplier et le saule à d'autres espèces à croissance rapide dans les systèmes forestiers et agroforestiers des pays tropicaux; 2) renforcer la contribution des forêts à la sécurité alimentaire, aux moyens de subsistance durables et à l'utilisation des terres dans les zones rurales.

3. La proposition de réforme a été soumise au Comité des forêts, à sa vingt et unième session (2012), et a été présentée et examinée lors des sessions de la CIP qui ont eu lieu en 2012 et en 2016. Elle a également de nouveau été présentée au Comité des forêts en 2014 et en 2018.

4. Le 19 juillet 2018, une session extraordinaire a été organisée aux fins d'un vote relatif aux propositions de modifications à apporter au texte de la Convention plaçant la CIP dans le cadre de la FAO. Lors de la session, les États membres:

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).



mx873

- ont salué les travaux menés par le Secrétariat sur la réforme de la Commission internationale du peuplier;
- ont demandé que le vote sur les propositions de modifications à apporter au texte de la Convention soit reporté de manière à ce que les pays aient le temps de mener des consultations internes;
- ont demandé au Secrétariat de mettre un processus et une plateforme (éventuellement électronique) à la disposition des membres, en vue de nouvelles consultations;
- sont convenus que, à l'issue des consultations, un vote sur les propositions de modifications à apporter au texte de la Convention pourrait avoir lieu au siège du Secrétariat;
- ont demandé au Secrétariat de conduire le processus susmentionné avec célérité et d'organiser le vote en consultation avec le Comité exécutif et de la manière offrant le meilleur rapport coût-efficacité.

(Rapport de la session extraordinaire de la CIP 2018 [anglais seulement], p. 2).

5. À l'issue de sa réunion et de la présentation faite par la CIP le 18 juillet 2018, le Comité des forêts:

- a) s'est dit favorable au processus visant à réformer la Commission internationale du peuplier (CIP), notamment par la réorganisation de ses groupes de travail;
- b) a confirmé que le processus n'entraînerait aucune nouvelle obligation pour les parties contractantes ni de coûts supplémentaires au titre du programme ordinaire de la FAO;
- c) a encouragé les membres de la Commission à contribuer activement à la réforme de la CIP;
- d) a encouragé la CIP à envisager de s'occuper de nouvelles espèces, en particulier celles qui ont un rôle important à jouer dans les pays tropicaux, tout en évitant le doublonnage d'activités avec d'autres organisations, dont l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT);
- e) a encouragé la FAO à améliorer la coordination avec la CIP pour que les documents pertinents soient diffusés en temps voulu et que les États membres soient mieux informés des avancées en ce qui concerne la CIP.

(Rapport du Comité des forêts 2018, p. 10).

6. La CIP, conformément aux orientations données par les États membres, a mis au point un processus de consultation qui prévoit les dispositions suivantes:

- une période de consultation d'un mois – les États membres ont été informés de la période de soumission des observations au moyen d'une lettre adressée aux points focaux de la CIP et aux responsables des questions relatives aux forêts dans chaque État membre;
- un préavis de 120 jours avant le vote relatif à l'avant-projet de modifications à apporter au texte de la Convention;
- un vote 30 jours avant la réunion du Comité des questions constitutionnelles et juridiques de la FAO (mars 2019);
- présentation d'un texte à la Conférence de la FAO en juin 2019.

7. Pendant la période de consultation, le Secrétariat de la CIP a reçu des observations de la part de 13 pays. Sur la base des observations reçues, le Comité exécutif de la CIP a décidé, au moyen d'un vote, d'apporter un changement à l'avant-projet de modifications à apporter au texte de la Convention. C'est cette version de l'avant-projet qui est maintenant soumise à l'examen des États membres et sur laquelle ils devront voter en février 2019.

8. Après le vote relatif à l'élargissement du champ d'activité de la CIP, le Comité exécutif de la CIP continuera d'œuvrer au développement et à la réforme de la CIP au moyen de nouvelles consultations avec les membres.